

## Fait du prince et information

La scène se passe dans un canton romand. Désireuse de sensibiliser l'opinion aux accidents de la circulation, l'Association suisse des transports (AST) imagine de publier tous les mois un baromètre des morts et des blessés, avec total intermédiaire pour l'année et comparaison avec le bilan de l'année précédente; le moyen d'une prise de conscience et d'un changement des comportements, aussi utile que le bulletin d'enseignement du TCS. L'AST pense pouvoir utiliser, pour ce faire, les données très complètes compilées une fois par an dans une publication du Département de justice et police. Elle approche donc le conseiller d'Etat. Qui refuse. Lui s'y prendrait autrement: il suggère par exemple de plutôt disséquer chaque mois un accident en vue d'en tirer les enseignements...

On en est là: des données existent, rassemblées par des fonctionnaires aux frais, faut-il le préciser, des citoyens-contribuables; elles sont en quelque sorte la propriété privée d'un conseiller d'Etat, qui les met à disposition si cela lui convient et les refuse si ça lui chante. Une association qui souhaite lancer une campagne d'intérêt public voit son action entravée. Moins d'Etat, qu'ils disent.

Fait du prince et paternalisme sont le produit d'un système juridico-politique sur lequel pèse une longue tradition de secret que les nécessités de la démocratie (avec la transparence et l'égalité de traitement dans l'information qu'elle suppose) n'ont encore que lézardée. Du moins chez nous; les Etats-Unis, la Suède, l'Autriche et même la France (déjà celle de M. Giscard d'Estaing) ont franchi le pas, et inversé la règle: sauf là où le secret se justifie véritablement, l'accès à toutes les informations détenues par les pouvoirs publics est garanti, des procédures aménagées et la justice appelée à trancher en cas de refus<sup>1</sup>.

En Suisse même, la commission chargée d'élaborer une conception globale des médias (commission Kopp, du nom de son président), a proposé d'introduire cette réforme fondamentale dans la Constitution fédérale. En Valais, une motion radicale adoptée par le Grand Conseil contraint le Conseil d'Etat à préparer un projet de loi dans ce sens. A Genève cependant, un projet de loi socialiste, peut-être particulièrement ambitieux, n'a pas trouvé grâce aux yeux de la majorité bourgeoise, qui l'a rejeté sans même l'examiner au préalable en commission; ce projet faisait suite au refus du Conseil d'Etat de donner suite à une motion Longet adoptée en 1979 par le même Grand Conseil...

La lutte pour le droit à l'information sera sans doute longue, et particulièrement difficile au pays du compromis, aux antipodes à cet égard de la confrontation incessante qui marque le système démocratique américain, et qui a modelé sa presse: le rôle du Washington Post dans l'affaire du Watergate n'est sans doute que l'exemple le plus marquant d'une orgueilleuse tradition. Il n'y a pas que la presse — et les citoyens-lecteurs — qui y ait intérêt. C'est aussi le cas de tout groupe désireux d'intervenir dans un quelconque débat politique (pensez à l'aménagement du territoire, au nucléaire...); un moyen de lutter contre le pouvoir des groupes de pression établis, dénoncé par H. Tschäni dans son livre *Qui gouverne la Suisse?*, ou par le président de la Banque nationale, F. Leutwiler, dans un récent discours, c'est encore de mettre sur le même pied d'information les groupes de pression contestataires. Et même un citoyen isolé peut avoir l'emploi d'une information détenue par l'Etat, dont il n'est pas moins propriétaire qu'un magistrat, qui n'est après tout qu'à son service...

F. B.

<sup>1</sup> Voir notamment le fascicule de la «Documentation française» paru en mars 1977, intitulé «La communication au public des documents administratifs» (France, Etats-Unis, pays scandinaves).

J. A. 1000 Lausanne 1

Hebdomadaire romand  
N° 732 31 mai 1984

Rédacteur responsable:  
Laurent Bonnard

Le numéro: 1 franc  
Abonnement  
pour une année: 55 francs  
Vingt-et-unième année

Administration, rédaction:  
1002 Lausanne, case 2612  
1003 Lausanne, Saint-Pierre 1  
Tél. 021 / 22 69 10  
CCP 10-155 27

Imprimerie des Arts et Métiers SA

Ont collaboré à ce numéro:  
Jean-Pierre Bossy  
François Brutsch  
Marcel Burri  
Jean-Daniel Delley  
Charles-F. Pochon  
Victor Ruffy

Points de vue:  
Hélène Bezençon  
Jeanlouis Cornuz  
Edmond Kaiser  
Laurent Moutinot  
Gil Stauffer

732

## Pyramide des âges: préparons l'avenir!

D'abord, merci à Pierre Gilliland et à DP (729, 730) de se préoccuper avec tant de constance des problèmes démographiques. Et d'arriver à les considérer autrement que par le petit bout de la lorgnette que saisissent généralement les militaires, les gérants de l'AVS ou les planificateurs de constructions scolaires.

Une chose me gêne, pourtant. Et depuis longtemps. Pierre Gilliland affirme que «le vieillissement de la population est un phénomène irréversible». C'est évident, même si les raisons de la dénatalité ne sont pas connues. Elles sont probablement culturelles, mais peut-être comportent-elles aussi une part «biologique» — au sens d'une réaction collective inconsciente devant une probable rarefaction des ressources et de l'espace. Mais alors, pourquoi s'acharner à chercher des moyens de relancer la natalité? M. Hürlimann, lorsqu'il était conseiller fédéral, voulait que chaque couple de Suisses fasse trois enfants. A l'époque, son souci était de financer l'AVS. On en rigole encore. Mais que fait Pierre Gilliland, en réclamant des mesures sociales en faveur de la famille? A peu près la même chose, au fond. Il veut, encore et toujours, une politique favorable à une reprise de la natalité. D'accord pour une politique qui soutienne les familles défavorisées. Pour plus de justice, et pour améliorer les conditions d'éducation du plus grand nombre d'enfants possible. Mais pas pour avoir plus d'enfants.

Plutôt que de lutter contre l'irréversible, ne devrait-on pas prendre le problème par l'autre bout? Cela reviendrait à prendre acte de la dénatalité et de ses conséquences sur la pyramide des âges, et préparer l'avenir en fonction d'une population dont l'âge moyen est appelé à augmenter. Aujourd'hui, on est «vieux» quand on a cessé

d'être actif, qu'on touche l'AVS et qu'on est à la charge de la société. Généralement dès 65 ans. On voit de plus en plus entrer en retraite des gens encore en pleine forme. Les plus favorisés s'occupent, s'offrent les Baléares ou réalisent des projets personnels. Les autres, réduits à l'inutilité et privés de tout statut social, survivent dans l'aigreur et la marginalité. Absurde: la population active, toujours moins nombreuse, paie de plus en plus cher pour se priver de leur expérience et de leur force de travail.

Schématiquement, il faudrait augmenter l'âge moyen de la retraite. En pratique, mettre au point une retraite «à la carte» qui favorise le maintien des «vieux» en activité le plus longtemps possible, dans la mesure de leurs forces. Développer des activités sociales et économiques, dans tous les secteurs, où les qualités intrinsèques de l'âge puissent être mises en valeur. Faire en sorte que le Suisse de demain vieillisse moins vite. Ou reste «jeune» plus longtemps.

L'idéal serait de rester ouvert, dynamique, productif au-delà de 80 ans. Certains privilégiés y parviennent. Mais pour quelques alertes vieillards, combien de quadragénaires encroûtés et dépourvus d'énergie? L'âge ne fait rien à l'affaire, disait Brassens. Ce n'est pas la Commission fédérale de l'AVS qui nous prouvera le contraire.

### BOUSCULER LES VACHES SACRÉES

C'est dans cette direction qu'il me semblerait le plus utile de faire travailler nos imaginations, plutôt que dans celle d'une illusoire politique nataliste. Même les militaires devraient en convenir: il n'est pas souhaitable que la Suisse ait plus d'habitants qu'elle ne peut en nourrir. Ni qu'elle consume plus d'énergie qu'elle ne peut en produire.

Vue sous cet angle, la démographie aurait quelque chose de subversif. Elle mettrait en question l'organisation du travail, la mécanique de l'AVS, le mythe de la jeunesse et un certain nombre d'habitudes mentales. Mais ne vaut-il pas mieux changer

dans sa tête et bousculer quelques vaches sacrées, plutôt que se résigner à l'avènement d'une société où une minorité de travailleurs surchargés devra entretenir une masse de retraités culturellement inerte, politiquement conservatrice et économiquement ruineuse?

Laurent Rebeaud, futur vieux.

### BÉBÉS

## Démographie mondiale: l'Europe à la traîne

En filigrane de toute réflexion sérieuse sur les démographies nationales, les tendances de la population mondiale! Comment ne pas avoir en mémoire les prévisions à court et moyen terme disponibles à ce chapitre crucial (elles feront l'objet d'un examen difficile — comme toujours — à la prochaine Conférence internationale sur la population qui se tiendra cet été à Mexico)? En bref, ainsi que le rappelle le «Forum du développement» (mai 1984), il y avait, l'année dernière, environ 4765 millions d'êtres humains sur terre, deux milliards de plus qu'il y a trente ans, un total actuellement en augmentation annuelle de 1,7%. Perspective pour l'an 2000: six milliards; pour l'an 2025: plus de huit milliards. Soit, région, par région:

— *Un rapide coup d'œil suffit pour constater que la population africaine est en augmentation rapide. Le taux d'accroissement était de 2,1% en 1950, 3% en 1980 et augmente toujours. Alors qu'en 1950, l'Afrique comptait 223 millions d'habitants, environ 9% du total mondial, en 2025, elle en aura 1643 millions, quelque 20% de la population mondiale. De plus l'Afrique, qui représentait environ 10% de l'augmentation annuelle moyenne pour le monde entier en 1950, en représente aujourd'hui 20%. En 2025, deux naissances sur cinq auront lieu en Afrique.*

— *L'Amérique latine connaît elle aussi une croissance démographique rapide. Le taux d'accroissement, plus faible que celui de l'Afrique, y est*

pendant de 2,5%. En 2025, sa part dans le total mondial devrait être proche de 10%, contre 6,6% en 1950 et 8,1% en 1980.

— En **Asie du Sud**, le taux d'accroissement a visiblement culminé pendant les années 60. Alors qu'il était de 2,5% à l'époque, il sera tombé à 1,5% en l'an 2000. Pourtant, en chiffres absolus, la croissance démographique de l'Asie du Sud restera la plus forte au monde pendant les 50 prochaines années. Au cours des 20 années à venir, cette région comptera 33 millions de personnes de plus par an, soit 40% du total de l'augmentation mondiale. Sa part dans la population mondiale passera donc de 32 à 40% en 2025.

— En revanche, l'apport relatif de l'Asie de l'Est accuse un fléchissement rapide, avec des taux de croissance plus faibles qu'aux Etats-Unis et en URSS. L'Amérique du Nord et l'Union soviétique ont en effet des taux d'accroissement semblables. A l'heure actuelle, la population de ces deux pays progresse de 0,9% par an et représente environ 6% de la population mondiale.

— L'Europe demeure la région du monde où la population s'accroît le plus lentement. On pense que cet accroissement aura complètement cessé en

2025; il n'y aura plus, cette année-là que deux Européens pour 30 habitants de la planète.

Et parallèlement, trois grands phénomènes, aux conséquences pratiquement incalculables:

— Des concentrations humaines de plus en plus importantes dans les régions les moins développées: aujourd'hui, trois personnes sur quatre vivent dans ces pays-là (deux sur trois, il y a trente ans); et dans quinze ans, quatre sur cinq; en 2025, le taux d'accroissement de la population sera quasiment nul dans les pays industrialisés alors qu'il n'aura pour ainsi dire pas faibli dans les régions les moins développées.

— Une urbanisation de plus en plus forte: en 1950, une personne sur trois vivait en ville; il y a deux ans, deux sur cinq; en 2025, la moitié des habitants de la planète seront probablement citadins (avec des proportions oscillant aux alentours de 80% pour les métropoles d'Amérique latine).

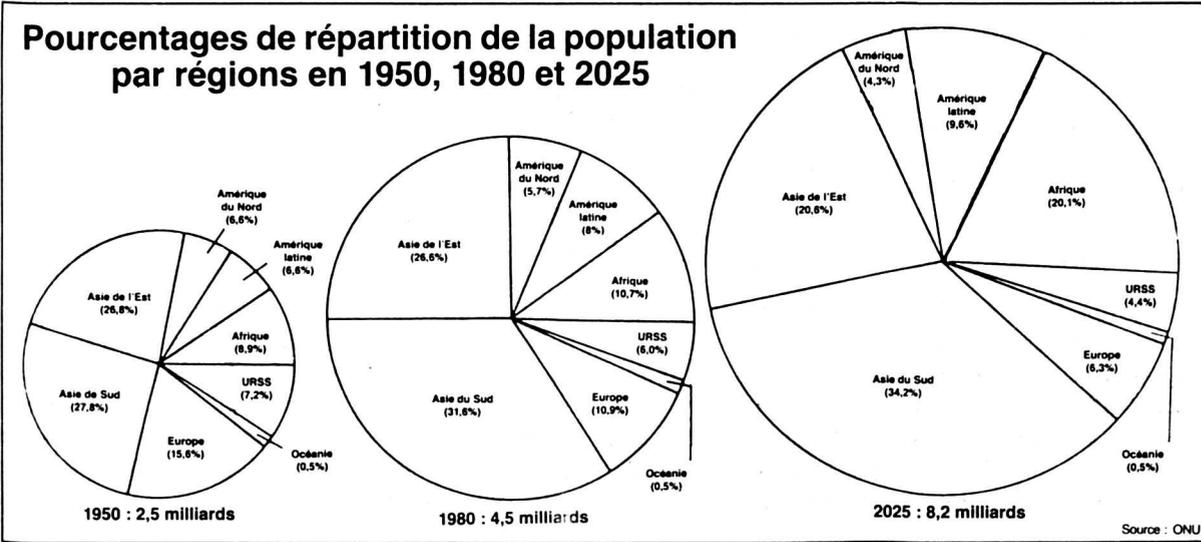
— Des migrations internationales toujours plus importantes, des zones moins développées aux zones industrialisées, avec des poussées de fièvre selon les circonstances sociales, économiques ou politiques et des afflux de réfugiés inévitables.

RÉDUIT LINGUISTIQUE

Cinq cents ans après Marignan

Imaginez que le 1<sup>er</sup> août 2040 des Confédérés s'assemblent pour fêter le 25<sup>e</sup> anniversaire de l'introduction dans notre pays d'une langue nationale suisse alémanique à la place de l'allemand. Le choix de 2015 n'avait pas été fait au hasard, c'était le cinq-centième anniversaire de la bataille de Marignan qui avait marqué le renoncement de la Suisse à jouer un rôle de grande puissance. Le repli sur un réduit national s'était poursuivi pendant cinq siècles et l'adoption de la nouvelle langue avait contribué à accentuer le mouvement; les classiques allemands, Goethe, Schiller, et d'autres avaient été traduits par des éditeurs sensibles au sentiment populaire. Quant à la Suisse romande, qui n'aimait déjà pas beaucoup l'allemand, elle s'était rapprochée toujours davantage de la France.

Lorsque ce récit satirique et futuriste a paru, en 1979, dans un cahier du «Sprachspiegel», la Suisse romande l'a ignoré. Comme elle semble ignorer l'Association linguistique de la Suisse allemande (DSSV), dont le siège est à Lucerne; cette association cherche à maintenir le niveau de l'allemand parlé en Suisse et à freiner l'évolution du dialecte vers une langue propre à nos Confédérés et qui les isolerait encore plus du reste du monde. Mais est-il encore temps?



**MOTS DE PASSE**

**Printemps**

Qu'il pleuve ou non  
par monts et par vents  
le temps ne fait que passer.

**Hélène Bezençon**

## Qui n'avance pas recule

*Aide publique au développement: la Suisse continue de naviguer à vue entre les mots et les faits. En la matière, toujours pratiquement en queue de peloton des pays industrialisés, elle s'habitue, semble-t-il, à ce rang indigne de sa prospérité. Et le Conseil fédéral, de mesures d'économies imposées par le Parlement, en plans financiers serrés au plus près de la mentalité conservatrice qui fait loi aujourd'hui, le Conseil fédéral jongle donc avec des «rallonges» et des pourcents pour faire apparaître des progrès là où il y a en réalité totale insuffisance sur fond de psychose du déficit des finances fédérales. Pour y voir plus clair, un petit retour en arrière (suivant, «grosso modo», les repères posés par le Service d'information tiers monde dans son dernier bulletin) qui montrera bien les méandres d'une politique au petit pied.*

Fin des années 1970, le ciel de la coopération au développement s'était quelque peu éclairci avec la proclamation du Conseil fédéral, promettant de rapprocher le volume de l'aide publique au développement de la Suisse de la moyenne des pays industrialisés — 1981: 0,35% du PNB; 1982: 0,38% du PNB. Bonnes intentions confirmées dans les «lignes directrices» de la législature 1979-1983 et dans le plan financier «ad hoc». On allait voir ce qu'on allait voir pour 1985!

**21 octobre 1982.** Revirement du Conseil fédéral qui rend publique son intention de renoncer à l'augmentation de l'aide publique au développement telle qu'elle avait été prévue, et de la geler à

0,26% de notre produit national brut (PNB). Le montant de l'aide s'élève à environ 550 millions de francs pour 1983; tandis qu'on prévoit des réductions s'élevant à 590 millions de francs au total par rapport à ce qui avait été prévu pour les années 1984-1986.

**31 janvier 1983.** Au nombre des mesures visant à renforcer l'économie suisse figure un crédit de 100 millions de francs pour la coopération au développement — plus précisément pour des crédits mixtes (crédits octroyés conjointement par la Confédération et des banques privées) et pour l'aide à la balance des paiements. Les crédits mixtes sont mis à la disposition des pays en développement jouissant d'un niveau de revenu moyen. Les Etats les plus pauvres en sont une fois de plus pour leurs frais...

**1<sup>er</sup> février 1983.** Les trois Eglises suisses adressent un mémorandum au Conseil fédéral, par lequel elles protestent contre les réductions de l'aide au développement, au détriment des plus pauvres (c'est la première fois que les trois Eglises suisses font une action commune de ce genre).

**11 février 1983.** Swissaid, Action de Carême, Pain pour le Prochain, Helvetas, Caritas, Entraide protestante et l'Entraide Ouvrière lancent conjointement une pétition intitulée «Aider aujourd'hui pour survivre demain». Celle-ci demande le maintien du volume de l'aide au développement, tel qu'il avait été établi par le Conseil fédéral et le Parlement avant octobre 1982 (DP 673, «Tiers monde: la Suisse se paie de mots»).

### SYMÉTRIE DES SACRIFICES: ABANDON

**15 février 1983.** Le Conseil fédéral publie un rapport sur les répercussions qu'entraînent les mesures d'assainissement qui ont été proposées. Le rapport fourmille d'arguments qui tous vont dans le même sens: l'aide au développement ne doit pas être réduite. Ce qui n'empêche pas le maintien des propositions de réductions budgétaires...

**15 février 1983.** Lors de l'élaboration du paquet des mesures d'économie, la commission du Conseil national décide d'inscrire, pour les années 1984-1986, 50 millions de francs supplémentaires à ce qu'avait prévu le Conseil fédéral pour l'aide au développement. Un pas dans la bonne direction, mais qui s'est révélé nettement insuffisant. Car avant comme après, les mesures d'économie prévoient des réductions «linéaires» — selon le terme consacré — de 210 millions de francs. Et comme la commission du Conseil national a renoncé à la «symétrie des sacrifices», le poids de l'assainissement du budget se fait davantage sentir du côté de l'aide au développement.

**25 février 1983.** Le Parti radical démocratique (PRD) suisse expose ses thèses en matière de politique de développement, qui sont approuvées par les parlementaires radicaux. Parmi elles, une exigence concrète concernant l'aide au développement helvétique: «Atteindre la moyenne des pays de l'OCDE en 1985 et la barre de 0,7% du PNB en 1990.»

**7 mars 1983.** Le Conseil fédéral donne des consignes aux divers départements, en vue de l'élaboration du budget 1984. Malgré les divers appels et interventions, on retrouve les décisions d'économies d'octobre 1982 à la base du cadre budgétaire 1984 de l'aide au développement.

**28 mars 1983.** Le comité directeur du Parti évangélique (PE) soutient la pétition des Œuvres d'entraide.

**26 avril 1983.** Le comité directeur du Parti démocrate-chrétien (PDC) décide d'appuyer la pétition.

**19 mai 1983.** Une centaine de personnalités issues des milieux politique, universitaire, ecclésiastique, économique et militaire prennent position en faveur d'un maintien du volume de l'aide au développement, tel qu'il est préconisé dans la pétition.

**28 mai 1983.** Le comité directeur du Parti socialiste suisse (PSS) soutient la pétition «Aider aujourd'hui pour survivre demain».

**16 juin 1983.** Les débats au Conseil national sur les perspectives budgétaires 1984-1986 (du 21.10.82) tournent au plaidoyer en faveur d'un accroissement de l'aide au développement.

**20 juin 1983.** Le conseiller national Ott, ainsi que 67 autres conseillers nationaux, déposent un postulat qui invite le Conseil fédéral à renoncer à ses intentions de réductions, et à élaborer des alternatives qui seraient plus favorables à l'aide au développement, dans le cadre du plan financier 1984-1987.

**27 juillet 1983.** Lors de la traditionnelle interview télévisée du 1<sup>er</sup> août, Pierre Aubert, président de la Confédération, relève l'absolue insuffisance de notre aide au développement.

**29 septembre 1983.** La pétition «Aider aujourd'hui pour survivre demain», munie de 206 412 signatures, est remise par l'ambassadeur Marquard au président de la commission des pétitions du Conseil national.

**7 octobre 1983.** Le postulat Ott du 20.6.83 en faveur d'une augmentation de l'aide publique au développement est accepté par le Conseil national.

#### PÉTITION GELÉE

**27 octobre 1983.** Le budget 1984, rendu public par le Conseil fédéral, se base sur les perspectives budgétaires énoncées le 21.10.82 et ne tient aucun compte des souhaits exprimés par la pétition.

**23 novembre 1983.** La Commission des finances du Conseil national décide de ne pas traiter de la pétition «Aider aujourd'hui pour survivre demain» en même temps que du budget 1984, mais plus tard, lors du plan financier 1984-1987. La commission des Etats se rallie finalement à cette proposition; même si, dans un premier temps, elle avait émis le souhait — fait inhabituel — de séparer la pétition du reste des affaires à traiter et de la renvoyer à la fin de la session d'hiver.

**6 décembre 1983.** Lors de la session des Chambres, une proposition est faite au Conseil national d'augmenter le budget 1984 de 50 millions de francs en faveur de la coopération au développement, dans le sens de la pétition; proposition refusée par 67 «non» contre 21 «oui», et en l'absence de nombreux parlementaires...

#### RETOUR À 1982

**26 janvier 1984.** Dans les nouvelles lignes directrices pour la législature 1983-1987 et le plan financier y relatif, le Conseil fédéral revient partiellement sur ses intentions d'économies du 21.10.82; il propose de renoncer au plafonnement de l'aide fixe à 0,26% pour passer, dès 1987, à 0,31% du PNB accordé à l'aide au développement.

#### ZURICH

## Quand les radicaux mettent le paquet

*Ouvrons l'enveloppe que les membres du Parti radical zurichois ont reçue il y a quelques jours. Elle contient une invitation à l'assemblée des délégués, à laquelle tous les membres ont le droit d'assister, une invitation à une journée de travail et d'information sur la politique énergétique, une invitation à une journée de travail sur la mise en vigueur de la loi sur l'environnement et le programme des séminaires de formation pour 1984.*

*La journée sur l'énergie, convoquée en prévision des votations de septembre, permettra d'entendre la «crème de la crème», MM. Michael Kohn (Motor Columbus), Piero Hummel (BBC) et Jagmetti, conseiller aux Etats. Les groupes de travail bénéficieront des lumières de collaborateurs de la Société pour le développement de l'économie suisse, du Vorort, de la direction de l'économie publique du canton de Zurich, d'Elektrowatt et nous en passons.*

**5 mars 1984.** Le Conseil fédéral adopte les mesures d'économies prévues pour 1984 (programme correspondant). Celles-ci comprennent des réductions de l'aide au développement pour un montant de 77 millions de francs en 1986 et 87 millions en 1987. Conséquence en cas d'adoption par le Parlement: l'aide publique au développement atteindra 0,31% du PNB en 1987, au lieu du 0,34% prévu.

**22 mars 1984.** L'OCDE félicite la Suisse pour la qualité de son aide au développement. Et regrette d'autant plus la faible quantité de celle-ci.

**15 mai 1984.** Le Conseil fédéral présente le nouveau crédit cadre pour la coopération au développement et l'aide financière: 1,8 milliard de francs répartis sur trois ans.

Suite à la session d'été des Chambres.

*Même ambiance pour l'étude de la loi sur l'environnement.*

*Quant à la formation des membres, elle prend forme dans des séminaires de base à deux niveaux, ouverts à tous les membres, le deuxième niveau ne pouvant pourtant être atteint qu'après participation au séminaire I (notons aussi qu'un séminaire pour les cadres est prévu pour les nouveaux dirigeants des sections).*

*Les journées de travail durent un jour, dans un hôtel du canton de Zurich. Les séminaires ont lieu au vert, dans le canton de Zoug; ils durent deux jours, du vendredi après-midi au samedi après-midi.*

*Les radicaux zurichois n'ont pas le monopole d'une formation solide de leurs membres, mais ils sont certainement parmi ceux qui l'ont prise le plus au sérieux. Est-ce vraiment un hasard s'ils tiennent le haut du pavé et donnent le ton dans la vie politique suisse? L'air du temps est au conservatisme dur, dira-t-on. Certes, mais l'air du temps, ça se fabrique aussi.*

## Etrangers d'ici et d'ailleurs

La presse a relaté le succès d'un parti xénophobe néerlandais aux récentes élections communales de Rotterdam. Un événement pour un pays réputé pour son climat de tolérance.

Aux Pays-Bas, comme en Suisse, il y a beaucoup de travailleurs étrangers, qui tentent de faire connaître leur situation. C'est ainsi qu'à Amsterdam ils ont constitué, sous le nom «Platform», une union des organisations démocratiques de travailleurs étrangers. Quinze associations en font partie: trois turques, deux marocaines, trois portugaises, quatre espagnoles, une italienne, une grecque et une pakistanaise. «Platform» publie un bulletin trimestriel, a édité une brochure d'information sur les étrangers à Amsterdam, une bande vidéo «Ici est mon pays, ici est ma place de travail», le tout en néerlandais.

L'organisation des ouvriers turcs a ses publications, en néerlandais, sur la situation en Turquie et dispose, entre autres, d'une bande vidéo sur le 1<sup>er</sup> mai 1977 en Turquie. D'autres font le même travail. Toujours en néerlandais, évidemment.

Mais combien de Néerlandais ont des contacts avec les étrangers qui ne viennent pas seulement pour visiter les champs de tulipes et visiter le musée national? Partout les mêmes problèmes de voisinage, de communication.

DP

## Leopard: huit mois après

Leopard: permettez que DP, exceptionnellement, cite «Domaine Public», pour une partie du texte paru le 15 septembre dernier sous le titre «Génie militaire. Mettez un Leopard dans votre économie...»

Reprenons donc: «Et c'est là qu'intervient l'idée de génie: transformer une dépense 'a priori' peu

populaire en un coup de fouet à la métallurgie suisse en difficulté et consolider la défense nationale en assurant les places de travail. Mettez un Leopard dans votre économie et tout ira pour le mieux dans le meilleur des mondes!...

»Si l'idée est géniale, elle coûte cher: 550 à 600 millions de plus que pour l'achat direct au fabricant allemand. Le prix d'une certaine relance.

»Ce que propose le Conseil fédéral, c'est un multipack, défense nationale et aide à l'industrie suisse. Mettons entre parenthèses la question fondamentale de l'utilité de l'arme blindée dans le cadre de la défense militaire helvétique.

»Admettons, hypothèse de travail, que ces 420 chars sont nécessaires.

»Admettons également que nous sommes prêts à payer 4,5 milliards pour ces joujoux.

»Pourquoi lier ces 600 millions à l'achat du Leopard? Pour les quelques centaines de postes de travail garantis pendant une quinzaine d'années?

»Les dépenses militaires, on le sait, sont des investissements improductifs: un char ou un canon ne crée pas de richesse.

»Alors, toujours dans le cadre de notre hypothèse de départ, pourquoi ne pas acheter la totalité de cette colonne blindée en Allemagne et trouver une autre affectation aux millions ainsi «économisés»? Une affectation plus productive, qui créerait plus d'emplois encore.

»Prenons l'exemple des économies d'énergie (il y en a sûrement d'autres encore). Quel lecteur au fait de la question nous indiquera les effets économiques d'un tel investissement, les sommes économisables par la moindre consommation d'énergie, le développement et la commercialisation de nouvelles techniques? Nous prenons dès aujourd'hui le pari que ces effets seraient sans commune mesure avec ceux de la production de tanks.

»L'idée du Conseil fédéral n'est géniale que tactiquement. Il est à craindre que l'emploi ne soit pour lui qu'un alibi destiné à faire passer sans grincements de dents la facture de l'arme blindée.

»Le gouvernement n'aurait-il pas le courage d'affirmer tout crûment que les dépenses militaires sont des pertes sèches, économiquement parlant, qu'elles constituent un sacrifice que la collectivité doit assumer en toute connaissance de cause?»

Huit mois après, nous maintenons.

## Puissances

Bien que la présentation des illustrations ne soit pas toujours simple et claire, il reste que «Les puissances de dix — Les ordres de grandeur dans l'univers», de Philip et Phylis Morrison (Ed. Pour la Science, diffusion Belin; prix 43 francs) est un livre bien sympathique.

L'ayant prêté, voilà que je ne sais plus quel est l'éditeur de la version française de «Galaxies» de Timothy Ferris. Le format de cette version est plus petit que celui de l'original mais ce n'est pas autrement gênant. Illustrations grandioses.

(En passant: ça fait tout de même un peu râler qu'il ne se trouve pas, sur le marché, d'autres lunettes et télescopes d'amateurs que d'origine américano-japonaise. Certes, il existe du matériel européen et même suisse — mais généralement à des prix relativement très élevés. Peut-être y aurait-il là un «créneau» pour quelques entreprises proches des techniques de l'optique et de la micro-mécanique?)

Cela dit, 1) Chapeau à Bernard Mermod pour son «Temps présent» sur la forêt amazonienne. 2) Salut cordial à «L'Energumène» dont la petite publication, à tirage semble-t-il strictement limité, est ce que l'on a fait de plus original depuis fort longtemps dans la presse dite marginale. 3) Les piles au lithium de longue durée, dans les montres, font râler les commerçants revendeurs parce qu'elles durent trop longtemps, justement. 4) Et bien le bonjour chez vous.

G. S.

CES CHERS TRAINS (suite)

## J'ajouterais néanmoins que...

Le train coûte trop cher. C'est politique. C'est triste. On est d'accord mais je condamne néanmoins Michel Béguelin à me payer une bière et un paquet de flûtes au sel pour m'avoir quasiment

prêté des extrapolations que je n'ai jamais faites (cf. DP 731).

Il n'en reste pas moins que, si l'on examine les choses du point de vue disons de la mécanique, on constate nettement que, dès les années 60, le train n'a pas été foutu de relever le défi que lui lançait la bagnole: celui des moyennes distances (50 à 500 km, grosso modo).

La bagnole a, en quelque sorte, changé de voie, grâce aux autoroutes. Le train, lui, est resté sur la sienne.

Et là est la bulle. Le trou, la lacune, l'erreur funeste.

La réponse était — est! — pourtant simple: l'abandon des petites distances (on admettra qu'il est techniquement idiot de lancer 50, 100 ou 200 tonnes d'acier à 50 ou 70 km/h s'il faut, au bout de quelques malheureux kilomètres, arrêter tout le machin et le relancer après avoir (dé)chargé une masse de passagers ne représentant pas même 1% de la charge tractée).

Pour les petites distances, il y a des outils corrects et efficaces: les trams, les trolleybus (pourquoi n'a-

t-on pas creusé, nom d'un chien, la solution des gyrobus à volant inertiel?), les bus.

Moralité: les omnibus, trains régionaux et tout ce bazar de desserte de pissotières doivent être progressivement supprimés. Et tant pis si ça râle. Le train doit faire ce que la mécanique commande qu'il fasse — et pas autre chose. La distance minimale entre gares devrait être, par ici, d'une vingtaine de kilomètres, en première approximation (qu'il y ait quatorze gares entre Berne et Neuchâtel, sur 54 km, tient de la folie furieuse! Dément!). Bref, nécessité des (relativement) hautes vitesses sur moyennes distances. Et creusage immédiat de toutes les possibilités offertes par ce qui est (à mes yeux) une solution fumante d'avantages: les monorails suspendus (ah, bon, d'accord, ces trucs sont mon dada, mais c'est vachement prometteur, tout de même).

Quant aux bagnoles, c'est bon pour les petites distances. Rien de plus. Petites vitesses, petites puissances, petites dimensions (les moteurs hybrides, essence-électricité, c'est bien). Avec des parkings sur les gares, évidemment. Bon.

On recausera de tout ça.

**Gil Stauffer.**

*adversaires* des deux initiatives ont chaque fois peint le diable sur la muraille, proclamant que dans le premier cas, on ruinerait irrémédiablement la défense nationale; et que dans le second cas, on mettrait en péril les finances du pays tout en introduisant un système de contrôle de la vie privée intolérable — ne pas voter revient à dire que, oui, bien sûr, on se moque du sort des objecteurs, mais qu'on se moque aussi éperdûment de la défense nationale et de l'indépendance de la Suisse; que, oui, bien sûr, on est complètement indifférent à l'argent «sale» qui pourrait trouver refuge dans nos banques, mais qu'on est non moins complètement indifférent à la stabilité financière de la Confédération.

... Non seulement par la radicale incapacité des commentateurs à *voir* le problème — lesquels continuent de parler de *net refus*, de *claire décision*, de

*défaite écrasante* ou de *victoire écrasante* — alors que la majorité des citoyens ont fait non moins clairement savoir qu'ils n'avaient rien à f... de ces salades!

... Mais encore par les *moyens* utilisés pour faire triompher à tout prix son point de vue — j'ai déjà parlé de cela; je n'y reviens pas — n'étant pas d'ailleurs très sûr de beaucoup apprécier certains des arguments employés par «les miens», comme par exemple accompagner un texte *en faveur* de l'initiative sur le secret bancaire par la photo du regretté conseiller fédéral Ritschard...

Parlons de choses plus réjouissantes.

Et par exemple du livre du camarade Berney: *La Grande Complication*. A l'extrême opposé du langage irrémédiablement pourri des campagnes politiques, la parole même de l'honnêteté, de la modestie et du bon sens inaltérable. Avec parfois, par la grâce du style, des lignes profondément émouvantes. Par exemple celles qui donnent leur conclusion à un livre qui me paraît supérieur, mieux écrit et mieux pensé que la très grande majorité des œuvres «littéraires» qui paraissent aujourd'hui:

«En cette fin de XX<sup>e</sup> siècle, ce qui demeure ce sont toujours: la Foi, l'Espérance, l'Amour. Mais la plus grandes de toutes, c'est l'Amour.»

C'est le langage de saint Paul et de saint Jean Chrysostome, et qu'un vieil ouvrier de septante ans puisse trouver la force d'écrire cela en 1984, ça me paraît tout bonnement bouleversant.

«Le danger, ajoute-t-il encore, c'est que de telles paroles restent formule creuse alors que, pour adopter les termes d'autrui, ce message culturellement archaïque devrait être politiquement révolutionnaire. Personnellement aussi, conversion et révolution, termes presque équivalents. Conversion à l'amour, révolution pour la justice. On ne rend vraie justice qu'à ceux qu'on aime.»

Oh! je n'ai pas fini de rebattre les oreilles du lecteur en parlant de ce livre. En attendant, merci, camarade Berney.

**J. C.**

LE CARNET DE JEANLOUIS CORNUZ

## Voter ou ne pas voter...

Tout compte fait, je me demande si, la semaine passée, je n'ai pas été voter pour la dernière fois de ma vie...

Par-dessus la tête de ce cirque, inopérant et de mauvaise qualité. ... Non seulement le fait que sauf exception, les décisions sont prises par la majorité de moins de la moitié du corps électoral — et qu'on ne vienne pas me dire que *qui ne dit mot consent*; que le manque d'intérêt du corps électoral témoigne que dans l'ensemble il est satisfait: lorsque la question posée est de savoir si oui ou non, on introduira un service civil; si oui ou non on en finira avec le secret bancaire — et que les

## Collège Calvin: le jour et la nuit

Événement mondain et très genevois: 4000 anciens élèves des classes de maturité du collège Calvin se sont retrouvés pour un banquet à l'occasion du 425<sup>e</sup> anniversaire de sa fondation. L'élite se célébrait parmi. A l'appel des volées et des responsables de classe de 1911 à 1983, on reconnaissait les grands noms de la politique, de l'économie, de la justice ou de l'université; dans les dernières années, pourtant, bien des noms à consonance moins traditionnellement genevois: bienfait (ou méfait) de la démocratisation des études, apport d'une nouvelle strate à la classe dirigeante locale... Depuis quinze ans, le collège Calvin n'est plus tout à fait lui-même: il n'est plus qu'un des huit collèges mixtes genevois, accueillant toutefois toujours les rejets des beaux quartiers de la ville, lui par qui passait auparavant la totalité de l'élite mâle du canton. Une raison de plus de renforcer la connivence? En tout cas, les organisateurs n'ont pas cru devoir associer à cet anniversaire d'autres «maturards», dont la trajectoire doit moins aux hasards de la naissance et d'une existence sans histoire: les élèves du collège du soir, qui ont étudié dans les mêmes vénérables murs.

### DÉMOCRATIE

## Initiative: mode d'emploi, s.v.p.

«La leçon vaut bien un fromage, fut-il bancaire», disions-nous au lendemain de la défaite cinglante de l'initiative socialiste sur les banques. Une campagne de dernière heure, bâclée — la documentation en français disponible au tout dernier moment, une pénurie d'orateurs capables d'expliquer et de défendre le projet — au point que les organisations tiers-mondistes, soutiens de la pre-

mière heure, se sont senties flouées par leurs compagnons de route socialistes. En fin de compte une opération qui, mis à part les quelques gains déjà mentionnés (DP 731), risque bien de conforter les banques et leurs relais politiques (DP 729, «Des banquiers et des hommes») dans leur arrogance naturelle.

Alors, l'initiative populaire, un instrument d'action politique inefficace, au succès statistiquement trop peu probable pour que l'investissement consenti — temps, argent — soit rentable? Certes, formellement, les initiants sont très rarement gagnants sur le marché de l'opinion helvétique. Mais, si on se donne la peine d'y regarder de plus près, on ne compte plus les gains effectifs engrangés grâce aux initiatives: aussi bien des mesures concrètes que des évolutions sensibles de l'opinion. Si les revendications des initiants ne reçoivent jamais ou presque satisfaction, du moins les rapports de force bougent. Jamais des bonds, mais des pas mesurés; on ne fait pas la révolution à coup d'initiatives populaires...

Pour tirer un avantage de l'opération, quelques règles élémentaires doivent être respectées. Un rappel nécessaire, au moins pour les socialistes qui semblent les avoir oubliées. Voir le fiasco du 20 mai dernier, voir l'initiative sur les dépenses d'armement, péniblement déposée grâce à l'appui des frères ennemis d'extrême-gauche, voir encore l'initiative sur le droit foncier, qui a échoué voici quelques années faute d'un nombre suffisant de signatures.

L'initiative-coup de gueule — d'un congrès enflammé ou d'une direction opportuniste — n'est guère plus qu'un feu d'artifice, brillant mais bref. Il faut choisir entre l'esthétique — qu'il est tentant de se faire plaisir — et l'action politique.

L'initiative n'est pas le seul moyen d'action dans l'attirail des instruments politiques. Avant de démarrer, se pose-t-on la question des autres possibilités, plus souples, plus légères, de mobiliser les énergies militantes? Le Parti socialiste suisse a pris l'habitude d'accumuler les initiatives sans trop se préoccuper de l'intendance.

La formulation du texte n'est pas un exercice simple. L'initiative déposée, il est trop tard de s'apercevoir qu'on peut en déduire des effets qu'on n'a jamais voulus.

L'initiative est une entreprise de longue durée: entre le lancement et le vote populaire, cinq bonnes années au-moins vont s'écouler. Il faut donc tenir la distance. Pour certains sujets, ce n'est pas un problème; il est des thèmes — coût de la santé par exemple — qui sont brûlants en permanence. Pour d'autres, il faudra maintenir la pression, quelle que soit la conjoncture; un Chiasso ne tombe pas du ciel chaque année.

L'initiative déposée ne vit pas de sa propre vie; elle devient l'affaire de ceux qui s'occupent du suivi. Si ce ne sont pas les initiants eux-mêmes, ce seront leurs adversaires. C'est ainsi que l'initiative sur les banques est devenue l'initiative contre les banques, par la seule vertu de ces dernières qui ont su occuper le terrain laissé vacant par des socialistes plus occupés à lancer d'autres initiatives et à conduire des débats idéologiques internes. La gestion d'une initiative exige une attribution précise de responsabilités, par exemple à un groupe de travail qui constamment rappelle l'existence de l'initiative et propose les moyens de la maintenir en vie.

### PHÄNOMENA

## Zurich en folie

Jusqu'en octobre, Zurich abrite une exposition assez extraordinaire. Phänomena prétend initier à certains secrets de la nature et amuser intelligemment. Une visite, même rapide, permet d'essayer de comprendre des lois de la physique, d'écouter des sons inhabituels, de se pencher sur des problèmes d'optique et même de constater que l'énergie solaire est prise au sérieux.

Comme dirait Astérix: «Ils sont fous ces Zurichois». De surprise en surprise, en parcourant les jardins du Zurichhorn où les parents des visiteurs d'aujourd'hui ont visité la partie agricole de la «Landi» de 1939.